

Relations Arménie-Allemagne

Le Premier ministre Nigol Pachinian a effectué une visite officielle en République fédérale d'Allemagne. Après des entretiens avec le chancelier et le président du Bundestag, le Premier ministre arménien a été reçu par le président Frank-Walter Steinmeier à Bellevue Palace, la résidence du président allemand.



Soulignant l'importance de la visite officielle de Nigol Pachinian en Allemagne, Frank-Walter Steinmeier a déclaré : « Cette visite est une bonne occasion de débattre des perspectives de renforcement de la coopération bilatérale et multilatérale. Un dialogue politique de haut niveau est engagé entre les deux pays, qu'il convient de renforcer davantage afin d'élargir la coopération à d'autres domaines. »

Le Premier ministre Nigol Pachinian a rencontré la chancelière allemande Angela Merkel à Berlin. La chancelière s'est félicitée des récents contacts entre les dirigeants arménien et azerbaïdjanais, mais a estimé que les paroles doivent être suivies d'actions concrètes.

Angela Merkel a déclaré que l'Allemagne était intéressée par le développement futur des relations avec l'Arménie et se tenait prête à discuter des perspectives d'élargissement des relations bilatérales.



Les interlocuteurs ont discuté d'un large éventail de questions à l'ordre du jour des relations entre l'Arménie et l'Allemagne, y compris la coopération bilatérale et multilatérale, l'interaction UE-Arménie, ainsi que de questions internationales et régionales.

S'agissant de l'approfondissement de la coopération économique germano-arménienne, les deux dirigeants ont évoqué la possibilité de mettre en œuvre des programmes communs dans les domaines de la technologie de l'information, de la protection de l'environnement et d'autres domaines, ainsi que les perspectives de nouvelles initiatives. Les deux parties ont souligné que la mise en œuvre de tels programmes

pourrait contribuer à renforcer les liens entre les deux pays amis et à améliorer le bien-être de leurs citoyens. Ils ont convenu de poursuivre le dialogue actif en cours sur la mise en œuvre des programmes économiques.

Les deux chefs de gouvernement ont procédé à un échange de vues sur le règlement du conflit du Haut-Karabakh. Ils ont souligné la nécessité de poursuivre le processus de négociation sous la forme de la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE en tant que seule entité dotée du mandat international pour traiter cette question.

Mme Merkel a salué les démarches courageuses du Premier ministre arménien et a insisté sur la nécessité que le camp adverse soit également prêt pour de telles démarches.

«C'est bien quand les gens se parlent, mais les deux parties doivent être prêtes, des actions précises doivent suivre les mots. Je pense que le premier ministre a pris des mesures audacieuses, mais l'autre côté doit également faire preuve de volonté et doit être prêt pour des mesures audacieuses. Je pense enfin que les deux parties doivent parvenir à un accord», a-t-elle déclaré lors de la conférence de presse conjointe avec Pachinian.

En réponse à la remarque d'Angela Merkel selon laquelle le Premier ministre arménien a pris des mesures audacieuses dans le dossier du Karabakh, Pachinian a précisé la signification de ces «mesures audacieuses» :

«Il y a plusieurs mois, j'ai déclaré devant le Parlement que tout règlement de la question du Karabakh doit être acceptable pour tous les peuples : Arménie, Karabakh et Azerbaïdjan. Et j'espérais que cette déclaration serait suivie d'une déclaration similaire de la part de la partie azerbaïdjanaise, mais malheureusement, aucun responsable de la partie azerbaïdjanaise n'a même pas déclaré que toute solution à la question du Karabakh doit être acceptable à la fois pour le peuple arménien et pour le peuple du Karabakh. Je pense que cette déclaration montre clairement la situation dans le processus de négociation et tant qu'il n'y aura pas de déclarations adéquates de l'Azerbaïdjan, nous ne pouvons malheureusement pas fonder de grands espoirs pour aller de l'avant».

Il a souligné l'importance de l'engagement de la partie arménienne à trouver une solution exclusivement pacifique au conflit du Karabakh.

«Au cours de nos entretiens, j'ai clairement indiqué qu'en tant que Premier ministre arménien, je pouvais négocier qu'au nom de l'Arménie, mais que je ne pouvais pas négocier au nom du Haut-Karabakh pour une raison simple: la population du Haut-Karabakh n'a pas participé à nos élections. Ils ont leur président, leur parlement et leur gouvernement», a-t-il noté.



Le Premier ministre a déclaré qu'il ne pouvait y avoir de grands espoirs sans une déclaration similaire de l'Azerbaïdjan.

«L'Arménie s'est engagée à résoudre le problème de manière exclusivement pacifique. Je ne peux pas négocier au nom du Haut-Karabakh,» a-t-il précisé de nouveau.

Il a souligné que le format de négociation accepté depuis longtemps se déroule sous l'égide du Groupe de Minsk. Ce format correspond à la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE et des pays coprésidents : la France, les États-Unis et la Russie. Mais qu'en fait le groupe de Minsk est plus large, ce qui signifie que la communauté internationale est bien impliquée dans le processus.

Le Groupe de Minsk avait été efficace pour assurer la stabilité dans la région, mais il a ajouté que la communauté internationale ne pouvait pas résoudre le problème à la place des parties au conflit.

"Cela peut fournir une plate-forme de négociation et le groupe de Minsk a réussi à créer une telle plate-forme. En gros, c'est la coprésidence du groupe de Minsk, mais la portée du groupe est plus large. En substance, ce format assure la représentation de la communauté internationale dans le processus de négociation."

Selon ses propos, la structure de coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE a assez bien fonctionné en termes de logique contribuant à une relative stabilité de la région.

«En ce qui concerne le règlement effectif [du conflit], je pense que les pays coprésidents - ainsi que la communauté internationale - ont clairement indiqué que la tâche de résoudre le conflit était au centre des préoccupations des trois parties impliquées dans la résolution des conflits. Et la communauté internationale ne peut pas résoudre le conflit à la place des trois parties au

conflit; elle ne peut que créer une certaine plate-forme de négociation. Je pense que la coprésidence du groupe de Minsk de l'OSCE a réussi à créer cette plate-forme.

À moins que l'Azerbaïdjan ne fasse des déclarations équivalentes, il ne peut y avoir de grandes attentes quant à la poursuite du processus. "

(...)



«Mieux vaut tard que jamais. Le Parlement allemand a finalement puni un député du parti démocrate-chrétien (CDU) de la chancelière Merkel pour son rôle dans un scandale de corruption liée à un achat de 2,9 milliards de dollars entre l'Azerbaïdjan et plus d'une douzaine d'hommes politiques européens,» a

déclaré le directeur de Human Rights Watch, **Hugh Williamson**.



Karin Strenz, députée allemande depuis 2009, avait la réputation de défendre l'Azerbaïdjan malgré son terrible bilan en matière de droits de l'homme. En 2017, elle a clairement expliqué pourquoi: elle faisait partie d'un certain nombre de membres de l'Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (APCE) qui ont été

retrouvés avoir reçu de l'argent et des cadeaux des autorités azerbaïdjanaises entre 2012 et 2014. Au cours de cette période, l'APCE a voté contre une résolution essentielle sur l'emprisonnement pour motifs politiques en Azerbaïdjan.

Strenz a été expulsé de la délégation de la CDU à l'APCE au début de 2018, quelques mois après le début du scandale de la «laverie automatique d'Azerbaïdjan».

Le 18 janvier, les dirigeants du Bundestag ont finalement pris des mesures à ce sujet, estimant que Strenz avait enfreint les règles du Parlement relatives à la déclaration des revenus extérieurs.

Strenz a accepté la décision et a déclaré : «Lorsque vous commettez une infraction de stationnement, vous obtenez une contravention».

Elle pourrait être condamnée à une amende pouvant aller jusqu'à 60.000€ et plusieurs députés, dont des sociaux-démocrates, alliés de la CDU dans la coalition, ont réclamé qu'elle soit déchue de son mandat parlementaire.

"Le gouvernement de Bakou, manipule l'observation des élections, ment et s'enrichit, ce qui n'est pas la même chose qu'une infraction de stationnement", a déclaré Frank Schwabe, député du SPD, à propos de Strenz.

Le Bundestag a peut-être tardé à agir contre Strenz, mais il a été plus rapide que tout autre parlement national. Elle est la première parlementaire à faire face à des conséquences politiques dans son pays pour avoir reçu de l'argent de l'Azerbaïdjan.

C'est l'aspect le plus choquant. L'APCE a banni 16 anciens membres du siège du Parlement à Strasbourg, mais il n'y a pas grand chose qui n'a été fait, en dépit des preuves manifestes des actes des hommes politiques, qui ont sapé la réputation du Conseil de l'Europe en tant que première instance de défense des droits de l'homme en Europe.

Espérons que les politiciens en Espagne, en Belgique et dans d'autres parlements frappés par le scandale suivront rapidement l'initiative du Bundestag. Il s'agit de défendre les droits de l'homme en Azerbaïdjan et dans l'ensemble de l'Europe.